

Bruxelles, le 31.7.2024
C(2024) 5626 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31.7.2024

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée
pour 2024**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31.7.2024

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée
pour 2024**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphes 1 et 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2024, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour l'année 2024. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les actions prévues dans la présente décision devraient contribuer à l'intégration du climat et de la biodiversité, conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»⁴ et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

⁵ JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national⁶ pour la période 2021-2027, lequel définit les priorités suivantes : transition et économie verte (domaine prioritaire 1), développement humain (domaine prioritaire 2) et gouvernance et gestion de la migration (domaine prioritaire 3).
- (5) Le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, programme géographique « Afrique subsaharienne » est aligné aux trois domaines prioritaires de coopération. En effet il vise à promouvoir une économie verte et bleue en accélérant la transition énergétique de la Guinée grâce à une amélioration durable de la distribution et l'accès à l'hydroélectricité dans les zones rurales et en appuyant le développement du secteur privé impliqué dans la transformation durable et la commercialisation des produits agricoles et halieutiques. Il vise aussi à faciliter le développement humain en améliorant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et en contribuant à la mise en place d'une couverture sanitaire universelle en Guinée, pour un accès plus équitable aux soins de santé de qualité. Enfin il va contribuer à renforcer la gouvernance et la gestion de la migration, y compris dans la lutte contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite d'êtres humains ainsi qu'en matière de réintégration.
- (6) L'action intitulée « *Programme d'appui au secteur de la santé en Guinée (PASS GUI)* » vise le développement de la couverture santé universelle (CSU) par une action structurante de réforme sectorielle dans les domaines de la gouvernance, des médicaments et des ressources humaines ainsi que par la mise en place d'une expérience pilote d'assurance maladie universelle nationale.
- (7) L'action intitulée « *Programme d'aménagement du territoire, eau potable et assainissement urbain en Guinée (SANITA+)* » vise à renforcer la planification communale d'aménagement du territoire encadrant les services primaires dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires, à améliorer durablement l'accès à l'eau potable dans le Grand Conakry ainsi que la gestion des déchets solides dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires. Cette action fait partie de la Team Europe Initiative nationale "Économie verte et bleue".
- (8) L'action intitulée « *Programme d'appui à l'emploi par le développement du secteur privé et à l'industrie (TRANSFORM)* » vise la création d'emplois décents durables dans les secteurs agricole et halieutique en Guinée en renforçant la compétitivité de structures à fort potentiel de croissance impliquées dans la transformation durable des produits.
- (9) L'action intitulée « *Projet de ligne de transport à Haute Tension (HT) et électrification rurale en Guinée entre Linsan et Fomi* » a pour objectif i) la construction d'une ligne électrique haute tension (225 kV) d'environ 347 km pour fiabiliser l'approvisionnement des postes de Linsan et de Fomi à partir de l'énergie produite par le complexe hydroélectrique de Kaléta-Souapiti et ii) l'électrification rurale autour de cette ligne. Cette action contribue également à la mise en œuvre de la Team Europe Initiative nationale "Économie verte et bleue".
- (10) L'action intitulée « *Réintégrer – Gestion des migrations en Guinée* » vise à traiter la migration dans son ensemble : en amont, en luttant contre les réseaux de trafics de migrants et de traite des êtres humains et en sensibilisant les populations sur les

⁶ DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République de Guinée pour la période 2021-2027, C(2021) 9453 final du 16.12.2021.

risques liés à la migration irrégulière et les opportunités de migration régulière ; en aval, en améliorant la réintégration socio-économique des migrants de retour ; et de façon transversale, en appuyant les services chargés de la gestion de la migration. Cette action contribue à la mise en œuvre de trois Team Europe Initiatives (TEI) : la TEI nationale « Stabilité et bonne e-gouvernance en Guinée » et deux TEI régionales « AWMED », Route migratoire Méditerranée Occidentale/Atlantique et « CMED » Route Méditerranée Centrale.

- (11) En vertu de l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (12) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁷ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (13) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu de déterminer les modifications qui n'ont pas lieu d'être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier
Plan d'action

La décision annuelle de financement destinée à mettre en œuvre le plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2024, tel que présenté dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) Programme d'appui au secteur de la santé en Guinée (PASS GUI), figurant à l'annexe 1;
- (b) Programme d'aménagement du territoire, eau potable et assainissement urbain en Guinée (SANITA+), figurant à l'annexe 2;
- (c) Programme d'appui à l'emploi par le développement du secteur privé et à l'industrie (TRANSFORM), figurant à l'annexe 3;
- (d) Projet de ligne de transport à Haute Tension (HT) et électrification rurale en Guinée entre Linsan et Fomi, figurant à l'annexe 4;
- (e) Réintégrer – Gestion des migrations en Guinée, figurant à l'annexe 5.

⁷ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2024 est fixé à 115 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14.020120 – Afrique de l'Ouest du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.1 des annexes 1, 2, 3, 4 et 5.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁸ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 31.7.2024

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission

⁸ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.